

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

N°233 sup auvergne
4 juillet 2014

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Déclaration à la CA du SNES Clermont du 23 juin 2014

La séquence électorale qui a eu lieu au printemps doit être appréciée : il s'agit évidemment d'une défaite pour le gouvernement, tant aux municipales, qu'aux européennes. Les conditions de cette défaite doivent être clairement marquées, ces élections marquent un record d'abstention, et une abstention spectaculaire dans les communes qui ont voté Hollande en 2012.

Alors qu'en 2012 le prolétariat et la jeunesse avaient utilisé le vote Hollande et élu une majorité de députés du PS et du PCF, le prolétariat et la jeunesse en 2014 s'abstiennent massivement. Aux municipales qu'aux européennes, contrairement à ce que racontent les médias, le vote ouvrier, c'est, et c'est loin d'être positif pour autant, l'abstention. Mais dans les médias on mène campagne, exsudant la haine de classe, "le vote ouvrier c'est le vote FN"... Le FN représente les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie française, celle qui nostalgique du temps des colonies et de la puissance n'accepte pas les règles et les conséquences de la concurrence que l'UE lui imposent. Le vote FN représente la putréfaction de la société dans le capitalisme en crise, il représente plutôt la décomposition de la classe ouvrière, le chômage, la précarisation, la marginalisation sociale produite par la crise du capitalisme. La progression du FN, il faut le dire elle a une cause, et la politique du gouvernement Hollande-Valls-Pinel l'amplifient, en bouchant toute alternative politique, en reprenant et en amplifiant la politique que menait Sarkozy, par exemple par le pacte de responsabilité.

Les directions des organisations syndicales, de la FSU, du SNES, ont elles aussi leur part de responsabilité ! En participant au dialogue social, en entrant dans le cadre de la discussion notamment sur le pacte de responsabilité, en ne menant aucun combat concret pour son retrait, pour empêcher par exemple le vote à l'assemblée par les députés du PS et du PCF, lors de la présentation du pacte, alors que le PS est traversé de contradictions sur la question, en n'appelant pas à une manifestation à l'assemblée nationale, lors du vote des projets rectificatifs du budget et du financement de la sécurité sociale, dont la discussion commence aujourd'hui même à l'assemblée... La direction du Snes, celle de la FSU en ne rompant pas avec le gouvernement contribuent à soutenir sa politique.

En participant à la discussion sur les carrières, les rémunérations dans la fonction publique, les directions directions et notamment celle de la FSU s'engagent dans une discussion dont le but est la liquidation du statut de fonctionnaire, des catégories, des différentes fonctions publiques, c'est à dire à la recherche effrénée des coupes budgétaires permettant de s'inscrire dans les cadeaux au patronat dans le cadre du pacte de stabilité, et bien au-delà encore. Car les exigences du capital sont sans fin.

Cette politique se traduit dans l'enseignement par l'attaque contre le statut d'enseignant, la liquidation des décrets de 1950.

Cela se traduit par l'attaque contre l'enseignement lui même, les programmes, que le CSP veut remplacer par le curriculum, des examens et diplômes, le brevet qu'il veut liquider au profit de la validation des compétences, et évidemment en ligne de mire le bac. Au lieu de se féliciter du socle comme le fait la direction dans le dernier US, la position de notre organisation doit être la dénonciation de cette déqualification de l'enseignement et d'appeler les enseignants au boycott de la consultation prévue à l'automne.

Alors oui, c'est avec cette politique qu'il faut rompre.

Prenons exemple sur la SNCF, où d'ailleurs les contempteurs du bac, l'ont utilisé exceptionnellement pour l'opposer aux grévistes ! A quoi sont confrontés les cheminots ? à une réforme qui, pour permettre à la SNCF de s'adapter aux lois et règles du marché, cherche à faire exploser l'entreprises, et le statut avec derrière salaires, retraites, et temps de travail. La question posée par le conflit : ou la volonté des cheminots de garder leur statut, donc empêcher l'adoption de la loi, et affronter le gouvernement, ou alors prétendre comme le fait Le Paon s'inscrire dans une logique de pression pour susciter des amendements ? Le Paon a même déclaré contre les cheminots qu'il n'avait jamais été question de réclamer le report ou le retrait de la prétendue réforme ferroviaire. Bref, où on affronte, où l'on permet de faire passer le projet gouvernemental. Le problème vient du fait que la direction de la CGT n'exige pas le retrait du projet de loi et la montée de toute la profession à l'assemblée nationale.

Affronter, permettrait d'ouvrir une perspective aux travailleurs, permettrait de mobiliser, de redonner vie à l'élan qui en 2012 a permis de chasser Sarkozy. Continuer à se placer dans le dialogue social, au contraire c'est permettre au gouvernement de poursuivre sa politique de sauvetage du capital et du patronat, et produit la démobilisation, amplifie la putréfaction sociale, et donc ses expressions politiques.

C'est donc sur deux points que nous proposons immédiatement de mener cette politique de rupture, avec le gouvernement : fonction publique et décret de 1950. Vous vous inquiétez de la participation et du résultat des élections professionnelles, mais la condition pour les aborder de façon sereine, c'est de défendre ce que veulent les enseignants, se prononcer pour le retrait du projet de décret Peillon, et la défense des décrets de 1950.

Contact : Front Unique, 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd - mel@frontunique.com